

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 65
Reçu en Préfecture le : 09/11/2022
ID Télétransmission : 033-213300635-20221108-127087-DE-1-1

**Séance du mardi 8 novembre
2022
D-2022/346**

Date de mise en ligne : 11/11/2022

certifié exact,

Aujourd'hui 8 novembre 2022, à 14h08,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni à Bordeaux, sous la présidence de

Monsieur Pierre HURMIC - Maire

Suspension de séance de 19h49 à 19h58

Etaient Présents :

Monsieur Pierre HURMIC, Madame Claudine BICHET, Monsieur Stéphane PFEIFFER, Madame Camille CHOPLIN, Monsieur Didier JEANJEAN, Madame Delphine JAMET, Monsieur Mathieu HAZOUARD, Madame Harmonie LECERF MEUNIER, Monsieur Amine SMIHI, Madame Sylvie SCHMITT, Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Madame Nadia SAADI, Monsieur Bernard G BLANC, Monsieur Olivier CAZAUX, Madame Pascale BOUSQUET-PITT, Monsieur Olivier ESCOTS, Madame Fannie LE BOULANGER, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Sylvie JUSTOME, Madame Sandrine JACOTOT, Monsieur Laurent GUILLEMIN, Madame Françoise FREMY, Madame Tiphaine ARDOUIN, Monsieur Baptiste MAURIN, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Didier CUGY, Madame Véronique GARCIA, Monsieur Patrick PAPADATO, Madame Pascale ROUX, Madame Brigitte BLOCH, Madame Isabelle ACCOCEBERRY, Madame Isabelle FAURE, Monsieur Francis FEYTOUT, Madame Eve DEMANGE, Monsieur Maxime GHESQUIERE, Monsieur Matthieu MANGIN, Monsieur Guillaume MARI, Madame Marie-Julie POULAT, Monsieur Jean-Baptiste THONY, Monsieur Radouane-Cyrille JABER, Monsieur Stéphane GOMOT, Monsieur Marc ETCHEVERRY, Madame Léa ANDRE, Madame Béatrice SABOURET, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Madame Anne FAHMY, Madame Géraldine AMOUROUX, Monsieur Marik FETOUH, Monsieur Aziz SKALLI, Monsieur Thomas CAZENAVE, Monsieur Fabien ROBERT, Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS, Monsieur Nicolas PEREIRA, Madame Evelyne CERVANTES-DESCUBES, Monsieur Philippe POUTOU, Madame Myriam ECKERT,

Madame Anne FAHMY présente à partir de 14H42, Monsieur Didier CUGY présent à partir de 16H44, Madame Léa ANDRE présente jusqu'à 17h05, Monsieur Matthieu MANGIN présent jusqu'à 17H30, Monsieur Radouane-Cyrille JABER présent jusqu'à 17H42, Monsieur Thomas CAZENAVE présent jusqu'à 18H00

Excusés :

Madame Céline PAPIN, Monsieur Dominique BOUISSON, Madame Servane CRUSSIÈRE, Madame Charlee DA TOS, Madame Nathalie DELATTRE, Madame Catherine FABRE, Monsieur Bernard-Louis BLANC,

**Actualisation du Régime Indemnitaires tenant compte des
Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement
Professionnel (RIFSEEP) constitué de l'Indemnité de
Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et du
Complément Indemnitaires Annuel (CIA) - Intégration du cadre
d'emploi des sage-femmes et de la sujétion pour les agents
des bibliobus**

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général de la Fonction publique,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n°2017-901 du 09 mai 2017 relatif à la revalorisation des cadres d'emplois de la catégorie B à caractère socio-éducatif de la filière sociale de la fonction publique territoriale prévue dans le cadre de la mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des Parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) et à l'avenir de la Fonction publique,

VU le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU les décrets n°2020-1174 et 2020-1175 du 25 septembre 2020 relatifs à la création de deux nouveaux cadres d'emplois de catégorie A dans la filière médico-sociale (pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale territoriaux et masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux) et modifiant le cadre d'emplois de catégorie B des Techniciens paramédicaux à compter du 1er octobre 2020,

VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et

de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outremer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,

VU l'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU la circulaire NOR : RDIFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU la délibération D-92-213 en date du 26 juin 1992 relative à la ristourne au personnel chargé de la perception des droits de places,

VU la délibération D-2012/407 du 16 juillet 2012 relative au régime indemnitaire de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2012/707 du 17 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2016/48 du 22 février 2016 relative aux éléments de rémunération, régime indemnitaire et avantages acquis,

VU la délibération D-2016/251 du 11 juillet 2016 relative aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et ingénieurs en chef territoriaux. Régime indemnitaire de grade,

VU la délibération D-2016/386 du 24 octobre 2016 relative à la création d'une sujétion pour les responsables de sites des écoles municipales,

VU la délibération D-2016/484 du 12 décembre 2016 relative au régime indemnitaire des agents des cadres d'emplois des administrateurs et des attachés territoriaux de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2017/366 du 9 octobre 2017 relative à la mise en place d'un régime indemnitaire spécifique de « maintien de salaire » en faveur des agents de la Ville de

Bordeaux,

VU la délibération D-2017/439 du 20 novembre 2017 relative à la création d'un régime indemnitaire à titre provisoire au grade d'Attaché Territorial hors classe,

VU la délibération D-2017/520 du 18 décembre 2017 relative à la création d'un régime indemnitaire à titre provisoire aux grades d'Attaché territorial de conservation principal et Bibliothécaire territorial principal,

VU la délibération D-2017/521 du 18 décembre 2017 portant complément à la délibération relative au régime indemnitaire des Ingénieurs territoriaux et Ingénieurs territoriaux en chef,

VU la délibération D-2018/209 du 9 juillet 2018 relative à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) aux agents de la Ville de Bordeaux au 1er septembre 2018,

VU la délibération D-2018/510 du 17 décembre 2018 relative à l'application du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au cadre d'emplois des Médecins territoriaux,

VU la délibération D-2019/104 du 25 mars 2019 relative à la création d'un régime indemnitaire provisoire aux grades du cadre d'emplois des Educateurs territoriaux de jeunes enfants,

VU la délibération D-2019/332 du 08 juillet 2019 relative à l'application du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux en chef,

VU la délibération D-2020-143 du 23 juillet 2020 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 septembre 2020,

VU la délibération D-2021-20 du 26 janvier 2021 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) du cadre d'emplois des Techniciens paramédicaux de catégorie A (pédicures podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale),

VU le jugement N° 1805383 en date du 06 octobre 2020 rendu par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU la délibération D-2021-158 du 4 mai 2021 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 juin 2021,

VU la délibération D-2022-224 du 12 juillet 2022 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 septembre 2022,

VU l'avis du comité technique en date du 14 octobre 2022 relatif à l'application du RIFSEEP aux agents de la Ville de Bordeaux,

VU le tableau des effectifs en vigueur,

I. LES PRINCIPES DIRECTEURS

Le RIFSEEP ou régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est le régime indemnitaire de référence mis en œuvre depuis septembre 2018 au fur et à mesure des parutions des textes réglementaires et qui a remplacé la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique d'Etat. Selon un principe de parité, ce nouveau dispositif indemnitaire est transposé dans la fonction publique territoriale.

Le RIFSEEP a été créé par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié par le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016. Ses modalités de mise en œuvre sont exposées dans la

circulaire NOR : R DFF1427139C du 5 décembre 2014.

Les textes posent le principe d'une mise en œuvre progressive du RIFSEEP entraînant un passage à ce nouveau régime indemnitaire à plusieurs dates successives, selon les corps de la fonction publique de l'Etat et par voie de conséquence, leurs cadres d'emplois homologues de la fonction publique territoriale.

Le dispositif est composé de deux primes :

- ✓ L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), part obligatoire, versée mensuellement
- ✓ Le complément indemnitaire annuel (CIA), part facultative à titre individuel

Plusieurs principes directeurs ont été posés pour mettre en œuvre le RIFSEEP à la Ville de Bordeaux.

- ✓ La structure du RIFSEEP est basée sur l'organigramme voté.

Des groupes de fonctions sont déterminés au regard du cadre d'emplois détenu par l'agent, du poste occupé, de son niveau hiérarchique.

- ✓ Le déploiement du dispositif RIFSEEP tend vers une harmonisation des filières dans le but de réduire les écarts de régimes indemnitaires et de valoriser de façon identique des niveaux de postes équivalents.
- ✓ Le RIFSEEP n'occasionne pas de baisse de régime indemnitaire.

Le cas échéant, un montant de régime indemnitaire différentiel est octroyé afin de maintenir le niveau de régime indemnitaire de chaque agent.

- ✓ Le montant de l'IFSE est maintenu en cas d'évolution vers un groupe de fonctions de niveau inférieur en dehors des sujétions et expertises attachées au poste. Un Régime indemnitaire différentiel est alors versé à l'agent.
- ✓ Le RIFSEEP est octroyé aux agents stagiaires, titulaires et contractuels de droit public (sur emploi permanent).
- ✓ Les critères de sujétion et d'expertise qui sont éventuellement attachés au poste sont strictement définis et numériquement limités.
- ✓ L'institution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est confirmée dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat. Le CIA est attribué aux agents titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels permanents de droit public recrutés sur des postes permanents.

Le CIA est une part facultative liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Le montant est défini dans la limite des plafonds autorisés.

Les éventuelles attributions individuelles seront comprises entre 0% et 100 % du montant maximal fixé pour chaque groupe de fonction de chaque cadre d'emplois.

Sa reconduction n'est pas systématique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants plafonds annuels bruts sont portés en annexe 5

II. MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

A. ELEMENTS DE DEFINITION DE L'IFSE

1. L'IFSE

Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, a été instituée une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité est liée au poste de l'agent, à son expérience professionnelle et repose sur les critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2. Détermination des groupes de fonctions et des montants minima et maxima

Pour chaque filière et cadre d'emplois concernés par le RIFSEEP, les postes inscrits au tableau des effectifs sont répartis au sein de différents groupes de fonctions au vu des principes directeurs et des critères professionnels précédemment cités.

À chaque groupe de fonction ainsi déterminé, pour chaque cadre d'emplois, un montant de référence mensuel brut est versé, dans la limite des montants plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants de référence mensuels sont portés en annexe 1.

Le montant d'IFSE attribué par arrêté est modulable individuellement dans la limite des plafonds précisés par arrêté ministériel.

3. Définition des sujétions et expertises spécifiques, attachées au poste et liées au métier exercé par les agents

Les sujétions et expertises spécifiques sont définies en raison du poste occupé et du métier exercé par les agents sont mises en place.

Ces sujétions et expertises identifiées sur la fiche de poste donnent lieu à une valorisation financière dans le cadre de l'IFSE.

- Fixation des montants liés aux expertises et aux sujétions

Les différents montants mensuels bruts valorisant les expertises et les sujétions attachées au poste sont présentés en annexe 2.

- Sujétions attachées au poste

◦ Sujétion 1 (S1) : Grande variabilité et contraintes horaires imposées par le poste.

Cette sujétion est attachée à des postes déterminant des cycles de travail en weekend et/ ou de nuit (de 22h à 7h)

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux agents occupant les postes y ouvrant droit.

Les périmètres d'activité et les montants alloués relatifs à la sujétion S1 sont fixés dans l'annexe 2.

◦ Sujétion 2 (S2) : Sujétions versées en fonction du travail effectivement réalisé et d'un état de service fait

Les agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des incommodités subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées peuvent bénéficier d'une indemnité dont le montant varie selon la nature des risques encourus.

Les prestations correspondant à la sujétion 2 sont rémunérées par le biais de l'IFSE en fonction d'un état de service fait validé par la hiérarchie et selon des montants et des modalités fixés dans l'annexe 2.

◦ Sujétion 3 (S3) : Intérim d'encadrement

Un montant forfaitaire est attribué par le biais de l'IFSE lorsqu'un agent assure un intérim d'encadrement de plus de trois mois pour un poste correspondant à un groupe de fonction de niveau supérieur ou équivalent à celui qu'il occupe.

Les différents montants relatifs à la sujétion 3 sont détaillés dans l'annexe 2.

- Expertises attachées au poste

◦ Expertise 1 (E1) : chef de projet stratégique

Un montant forfaitaire mensuel brut, tel que fixé en annexe 2, est attribué par le biais de l'IFSE aux chefs de projets stratégiques identifiés par une lettre de mission du directeur général des services, pendant la durée du projet.

Un chef de projet d'un projet stratégique se voit attribuer une seule valorisation au titre de l'expertise E1 quel que soit le nombre de projets pour lesquels il est désigné chef de projet.

◦ Expertise 2 (E2) : Poste à technicité rare et difficile à pourvoir

L'expertise E2 détermine l'attribution de montants forfaitaires pour valoriser les postes à technicité rare et en tension sur le marché de l'emploi des secteurs publics et privés.

La liste des postes concernés par l'expertise E2 peut être révisée annuellement par l'administration en fonction de l'évolution de la tension en matière de recrutement.

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux agents occupant un poste attaché à l'expertise E2.

Les montants correspondants à cette expertise sont listés dans l'annexe 2.

◦ Expertise 3 (E3) : Régisseur d'avances et de recettes

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux régisseurs d'avances et de recettes titulaires en fonction du montant de la régie dont ils sont responsables.

En cas d'intérim du régisseur titulaire, le régisseur suppléant perçoit le montant déterminé pour le titulaire au prorata de la durée de remplacement. Aucune retenue n'est effectuée sur l'indemnité versée au titulaire.

Les postes sont identifiés par arrêté de régie et les montants concernés par cette expertise sont listés dans l'annexe 2 du présent document.

B. BENEFICIAIRES DE L'IFSE

L'I.F.S.E. est instituée pour les postes occupés par les :

- Agents titulaires et stagiaires,
- Agents contractuels de droit public occupant un poste permanent (articles 3.3-1 ; 3.3-2, 3-2 ; 38 de loi n° 84-53 du 26 janvier 1984),
- Agents occupant un emploi fonctionnel (article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984),
- Collaborateurs de cabinet,
- Collaborateurs de groupe d'élus.

Toutefois, ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Les agents contractuels de droit privé (contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, emplois aidés),
- Les contrats d'apprentissage,

- Les agents vacataires,
- Les agents contractuels de droit public occupant un poste non permanent conformément à l'article 3 al 1, 3 al 2 ; 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

C. MODALITES DE MAINTIEN OU DE MODULATION DE L'IFSE

1. Les conditions de réexamen du montant de l'IFSE

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen, sans nécessaire revalorisation :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),

2. Les conditions de maintien du montant de l'IFSE

Le montant de l'IFSE est maintenu :

- Lors de la mise en œuvre du RIFSEEP, lorsque le montant global de régime indemnitaire antérieurement perçu est supérieur au nouveau montant d'IFSE,
- Après la mise en œuvre du RIFSEEP, dans tous les cas de changement de groupe de fonction.
- En revanche ne sont pas maintenus les montants liés aux sujétions et expertises attachées au poste antérieurement occupé,
-
- Lorsque le montant de régime indemnitaire antérieurement perçu est supérieur au nouveau montant d'IFSE, un montant de régime indemnitaire différentiel (RID) sera versé. Le montant de RID diminuera au fur et à mesure qu'augmentera le montant d'IFSE de l'agent.

3. Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE dans certaines situations de congés.

- Le montant mensuel de l'IFSE suit le sort du traitement
- En cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE est abattu :
- de 15 % à partir du 91ème jour pour les agents comptant plus de 90 jours d'absence consécutifs,
- de 25 % à partir du 181ème jour pour les agents comptant plus de 180 jours d'absence consécutifs.
- En cas de congé de longue maladie ou de longue durée, de grave maladie, le régime indemnitaire sera diminué de moitié

4. Principe de maintien de rémunération

Sur appréciation de l'administration, dans certains cas particuliers de recrutement, les agents fonctionnaires qui subiraient une perte de rémunération du fait d'un changement de leur situation pourront se voir proposer un maintien de rémunération brute globale par ajout d'un régime indemnitaire spécifique de « maintien de rémunération ».

Ce régime indemnitaire aura à s'appliquer lorsque la perte de rémunération constatée, est liée à une baisse de rémunération brute globale, à l'exception des éléments variables.

Le montant du maintien de rémunération sera revu à la baisse à chaque fois que la rémunération globale brute progressera jusqu'à disparition de ce régime indemnitaire de maintien.

III. LES RÈGLES DE CUMUL DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES

FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

L'IFSE et le complément indemnitaire annuel (CIA) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

A. LE RIFSEEP REMPLACE pour tous les cadres d'emplois éligibles :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
- L'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine,
- L'indemnité scientifique des conservateurs du patrimoine,
- L'indemnité de performance et de fonction des ingénieurs en chef,
- L'indemnité de sujétion des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse,
- L'indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques,
- La prime de technicité forfaitaire du personnel de bibliothèque,
- La prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance et d'accueil,
- L'IFRR des directeurs d'enseignement artistique,
- L'IFRSTS des conseillers socio-éducatifs, des assistants socio-éducatifs et des éducateurs de jeunes enfants,
- L'indemnité de risque et de sujétion spéciale des psychologues,
- L'indemnité spéciale des médecins,
- L'indemnité de technicité des médecins,
- L'indemnité de sujétions spéciales des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime d'encadrement des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime de service des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime forfaitaire mensuelle des auxiliaires de soins ou de puériculture,
- La prime spéciale de sujétions des auxiliaires de puériculture ou de soins,
- La prime spécifique des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime spéciale de début de carrière des infirmiers et des puéricultrices.

B. LE RIFSEEP EST CUMULABLE AVEC

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes),

- L'arrêté en date du 27 août 2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000,
- L'indemnité de panier,
- L'indemnité de permanence,
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction,

- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime spéciale d'installation,
- L'indemnité de changement de résidence,
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE),
- L'indemnité de recensement,
- L'indemnité de départ volontaire,
- Les avantages collectivement acquis conformément à l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 continuent à s'appliquer dans les mêmes conditions que prévues par la délibération n° 2016/48 du 22 février 2016,
- La Nouvelle Bonification Indiciaire,
- Les avantages en nature liés à l'attribution d'un logement de fonction.

IV. DATE D'EFFET ET MODALITES D'ATTRIBUTION

A. DATE D'EFFET

La délibération 2018-209 du 09 juillet 2018 ayant mis en œuvre le RIFSEEP à compter du 1er septembre 2018, voit ses effets s'annuler au 31 mai 2021 suite au jugement du Tribunal administratif du 6 octobre 2020.

Par conséquent, la présente délibération prend effet :

- le 1er juin 2021 pour les cadres d'emplois dont l'arrêté ministériel autorisant l'application du RIFSEEP a été publié avant cette date,

- le 1er jour du mois suivant la prise de la délibération appliquant l'arrêté ministériel autorisant la mise en œuvre du RIFSEEP pour les autres cadres d'emplois.

Des tableaux en annexes 3 et 4 précisent les différentes dates d'entrée dans le dispositif du RIFSEEP des différents cadres d'emplois

B. MODALITES ET PERIODICITE DE VERSEMENT

- L'IFSE est versée mensuellement.
- Son montant mensuel brut est proratisé en fonction du temps de travail.
- Le CIA fait l'objet d'un versement annuel ou semestriel selon un montant annuel brut.
- L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du CIA décidée par l'autorité territoriale, fait l'objet d'un arrêté individuel.

C. GARANTIE DES AGENTS EXERCANT UNE ACTIVITE SYNDICALE

Les modalités d'attribution de l'IFSE et du CIA pour les agents exerçant une activité syndicale seront appliquées conformément au décret n° 2017-14-19 du 28 septembre 2017.

V. MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

L'institution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est confirmée dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

Il peut être attribué aux agents titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public recrutés sur des postes permanents.

Le CIA est une part facultative liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Le montant est défini dans la limite des plafonds autorisés.

Les éventuelles attributions individuelles seront comprises entre 0% et 100 % du montant

maximal fixé pour chaque groupe de fonction de chaque cadre d'emplois.

Sa reconduction n'est pas systématique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants plafonds annuels bruts sont portés en annexe 5.

Cela étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis d'adopter les termes de la délibération suivante :

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser les précédentes délibérations par l'intégration du cadre d'emplois des sage-femmes ayant pour souhait de les recruter en tant que directrices de crèches ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'ajouter une sujétion pour les agents exerçant les missions en lien avec le bibliobus ;

DECIDE

Article 1 : Le conseil municipal intègre au sein de son RIFSEEP :

- le cadre de santé des sage-femmes
- la sujétion S4 pour les agents exerçant les missions en lien avec le bibliobus ;

Article 2 : Les autres dispositions de la délibération D-2022/224 en date du 12 juillet 2022, non contraires à la présente délibération, restent en vigueur.

Article 3 - Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et aux budgets annexes de la Ville de Bordeaux.

Article 4 : La présente délibération prend effet à compter du 1er décembre 2022.

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Fait et Délibéré à Bordeaux, le 8 novembre 2022

P/EXPEDITION CONFORME,

Madame Delphine JAMET

SOMMAIRE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableaux des montants de référence mensuels bruts et des montants plafonds annuels bruts de l'IFSE par cadre d'emplois :

> au 01 DECEMBRE 2022

ANNEXE 2 : Fixation des montants mensuels bruts liés aux expertises et aux sujétions valorisant le montant de l'IFSE

ANNEXE 3 : Cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP

ANNEXE 4 : Calendrier prévisionnel d'éligibilités des cadres d'emplois au RIFSEEP

ANNEXE 5 : Tableaux des montants plafonds annuels bruts de CIA

ANNEXE 1

VILLE DE BORDEAUX

TABLEAUX DES MONTANTS DE REFERENCE MENSUELS BRUTS ET DES MONTANTS PLAFONDS ANNUELS BRUTS DE L'IFSE PAR CADRE D'EMPLOIS AU 1^{ER} DECEMBRE 2022

Le montant d'IFSE attribué est modulable individuellement, dans la limite des plafonds.

CATEGORIE A+

CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|---|---|---------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Adm1 | 1 | Emploi fonctionnel | 1 800 € | 1 800 € | 49 980 € | 49 980 € |
| Adm2 | 2 | Adjoint au Directeur Général. | 1 800 € | 1 800 € | 46 920 € | 46 920 € |
| Adm3 | 3 | Directeur, Directeur de mission | 1 760 € | 1 760 € | 42 330 € | 42 330 € |
| Adm4 | 4 | Responsable de service, de mission, collaborateur | 1 550 € | 1 550 € | 42 330 € | 42 330 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|---|---|---------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| IC 1 | 1 | Emploi fonctionnel | 1 500 € | 1 500 € | 57 120 € | 42 840 € |
| IC 2 | 2 | Adjoint au Directeur Général. | 1 500 € | 1 500 € | 49 980 € | 37 490 € |
| IC 3 | 3 | Directeur, Directeur de mission | 1 460 € | 1 460 € | 46 920 € | 35 190 € |
| IC4 | 4 | Responsable de service, de mission, collaborateur | 1 250 € | 1 250 € | 42 330 € | 31 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|------------------------------------|---|---------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Conspat1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 1 010 € | 1 010 € | 46 920 € | 25 810 € |
| Conspat2 | 2 | Responsable de service, de mission | 950 € | 950 € | 40 290 € | 22 160 € |
| Conspat3 | 3 | Responsable de centre | 900 € | 900 € | 34 450 € | 18 950 € |
| Conspat4 | 4 | Collaborateur | 800 € | 800 € | 31 450 € | 17 298 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DES BIBLIOTHEQUES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|------------------------------------|---|---------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Consbib1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 1 010 € | 1 010 € | 34 000 € | 34 000 € |
| Consbib2 | 2 | Responsable de service, de mission | 950 € | 950 € | 31 450 € | 31 450 € |
| Consbib3 | 3 | Responsable de centre | 900 € | 900 € | 29 750 € | 29 750 € |
| Consbib4 | 4 | Collaborateur | 800 € | 800 € | 29 750 € | 29 750 € |

CATEGORIE A

CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| A3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 930 € | 930 € | 36 210 € | 22 310 € |
| A4 | 2 | Responsable de service, de mission | 850 € | 850 € | 32 130 € | 17 205 € |
| A5 | 3 | Responsable de centre | 800 € | 800 € | 25 500 € | 14 320 € |
| A6 | 4 | Responsable d'unité | 750 € | 750 € | 20 400 € | 11 160 € |
| A7 | 5 | Collaborateur | 700 € | 700 € | 20 400 € | 11 160 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|---------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| I3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 1 045 € | 1 045 € | 46 920 € | 32 850 € |
| I4 | 2 | Responsable de service / de mission | 955 € | 955 € | 40 290 € | 28 200 € |
| I5 | 3 | Responsable de centre | 895 € | 895 € | 36 000 € | 25 190 € |
| I6 | 4 | Responsable d'unité | 845 € | 845 € | 31 450 € | 22 015 € |
| I7 | 5 | Collaborateur | 795 € | 795 € | 31 450 € | 22 015 € |

CADRE D'EMPLOIS DES DIRECTEURS DES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| DirEnsArt1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 900 € | 900 € | 36 210 € | 22 310 € |
| DirEnsArt2 | 2 | Responsable de service, de mission | 840 € | 840 € | 32 130 € | 17 205 € |
| DirEnsArt3 | 3 | Responsable de centre | 790 € | 790 € | 25 500 € | 14 320 € |
| DirEnsArt4 | 4 | Responsable d'unité | 740 € | 740 € | 20 400 € | 11 160 € |
| DirEnsArt5 | 4 | Collaborateur | 690 € | 690 € | 20 400 € | 11 160 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Attcons3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 759 € | 759 € | 29 750 € | 29 750 € |
| Attcons4 | 2 | Responsable de service / de mission | 699 € | 699 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Attcons5 | 3 | Responsable de centre | 649 € | 649 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Attcons6 | 4 | Responsable d'unité | 599 € | 599 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Attcons7 | 5 | Collaborateur | 549 € | 549 € | 27 200 € | 27 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Bib3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 759 € | 759 € | 29 750 € | 29 750 € |
| Bib4 | 2 | Responsable de service / de mission | 699 € | 699 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Bib5 | 3 | Responsable de centre | 649 € | 649 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Bib6 | 4 | Responsable d'unité | 599 € | 599 € | 27 200 € | 27 200 € |
| Bib7 | 5 | Collaborateur | 549 € | 549 € | 27 200 € | 27 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES MEDECINS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Med1 | 1 | Responsable de service / de mission | 814 € | 814 € | 43 180 € | 43 180 € |
| Med2 | 2 | Responsable de centre | 764 € | 764 € | 38 250 € | 38 250 € |
| Med3 | 3 | Responsable d'unité | 714 € | 714 € | 29 495 € | 29 495 € |
| Med4 | 4 | Collaborateur | 664 € | 664 € | 29 495 € | 29 495 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX TERRITORIAUX ET SAGES FEMMES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|----------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Cadsan1 | 1 | Responsable de service / mission | 814 € | 814 € | 25 500 € | 25 500 € |
| Cadsan2 | 2 | Responsable de centre | 764 € | 764 € | 20 400 € | 20 400 € |
| Cadsan3 | 3 | Responsable d'unité | 714 € | 714 € | 20 400 € | 20 400 € |
| Cadsan4 | 4 | Collaborateur | 664 € | 664 € | 20 400 € | 20 400 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PSYCHOLOGUES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|----------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Psy1 | 1 | Responsable de service / mission | 814 € | 814 € | 25 500 € | 25 500 € |
| Psy2 | 2 | Responsable de centre | 764 € | 764 € | 20 400 € | 20 400 € |
| Psy3 | 3 | Responsable d'unité | 714 € | 714 € | 20 400 € | 20 400 € |
| Psy4 | 4 | Collaborateur | 664 € | 664 € | 20 400 € | 20 400 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|----------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| InfSG1 | 1 | Responsable de service / mission | 814 € | 814 € | 19 480 € | 19 480 € |
| InfSG2 | 2 | Responsable de centre | 764 € | 764 € | 15 300 € | 15 300 € |
| InfSG3 | 3 | Responsable d'unité | 714 € | 714 € | 15 300 € | 15 300 € |
| InfSG4 | 4 | Collaborateur | 664 € | 664 € | 15 300 € | 15 300 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES TERRITORIALES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Puer1 | 1 | Responsable de service / de mission | 814 € | 814 € | 19 480 € | 19 480 € |
| Puer2 | 2 | Responsable de centre | 764 € | 764 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Puer3 | 3 | Responsable d'unité | 714 € | 714 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Puer4 | 4 | Collaborateur | 664 € | 664 € | 15 300 € | 15 300 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| CSE3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 880 € | 880 € | 25 500 € | 25 500 € |
| CSE4 | 2 | Responsable de service / de mission | 780 € | 780 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CSE5 | 3 | Responsable de centre | 720 € | 720 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CSE6 | 4 | Responsable d'unité | 670 € | 670 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CSE7 | 5 | Collaborateur | 620 € | 620 € | 20 400 € | 20 400 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| ASE1 | 1 | Responsable de service / de mission | 720 € | 720 € | 19 480 € | 19 480 € |
| ASE2 | 2 | Responsable de centre | 650 € | 650 € | 15 300 € | 15 300 € |
| ASE3 | 3 | Responsable d'unité | 600 € | 600 € | 15 300 € | 15 300 € |
| ASE4 | 4 | Responsable d'équipe | 580 € | 580 € | 15 300 € | 15 300 € |
| ASE5 | 5 | Collaborateur | 550 € | 550 € | 15 300 € | 15 300 € |

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| EJE1 | 1 | Responsable de service / de mission | 780 € | 780 € | 14 000 € | 14 000 € |
| EJE2 | 2 | Responsable de centre | 720 € | 720 € | 13 500 € | 13 500 € |
| EJE3 | 3 | Responsable d'unité | 670 € | 670 € | 13 000 € | 13 000 € |
| EJE4 | 4 | Responsable d'équipe | 650 € | 650 € | 13 000 € | 13 000 € |
| EJE5 | 5 | Collaborateur | 620 € | 620 € | 13 000 € | 13 000 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| CAPS3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 880 € | 880 € | 25 500 € | 25 500 € |
| CAPS4 | 2 | Responsable de service / de mission | 780 € | 780 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CAPS5 | 3 | Responsable de centre | 720 € | 720 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CAPS6 | 4 | Responsable d'unité | 670 € | 670 € | 20 400 € | 20 400 € |
| CAPS7 | 5 | Collaborateur | 620 € | 620 € | 20 400 € | 20 400 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEURS D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALES TERRITORIAUX ET PSYCHOMOTRICIENS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Pedi1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 880 € | 880 € | 19 380 € | 19 380 € |
| Pedi2 | 2 | Responsable de service / de mission | 780 € | 780 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Pedi3 | 3 | Responsable de centre | 720 € | 720 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Pedi4 | 4 | Responsable d'unité | 670 € | 670 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Pedi5 | 5 | Collaborateur | 620 € | 620 € | 15 300 € | 15 300 € |

CADRE D'EMPLOIS DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|---------------------------|--------------------|-------------------------------------|--|-------|--------------------------------|----------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Mask1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 880 € | 880 € | 19 380 € | 19 380 € |
| Mask2 | 2 | Responsable de service / de mission | 780 € | 780 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Mask3 | 3 | Responsable de centre | 720 € | 720 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Mask4 | 4 | Responsable d'unité | 670 € | 670 € | 15 300 € | 15 300 € |
| Mask5 | 5 | Collaborateur | 620 € | 620 € | 15 300 € | 15 300 € |

CATEGORIE B

CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | | | |
|------------------------|---|-------------------------------------|---|-------|---|---------|-----------------------------|------|
| | | | GROUPE DE FONCTION | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| R1 | 1 | Responsable de service / de mission | 705 € | 669 € | 17 480 € | 8 030 € | | |
| R2 | 2 | Responsable de centre | 640 € | 601 € | 16 015 € | 7 220 € | | |
| R3 | 3 | Responsable d'unité | 590 € | 555 € | 14 650 € | 6 670 € | | |
| R4 | 4 | Responsable d'équipe | 570 € | 555 € | 14 650 € | 6 670 € | | |
| R5 | 5 | Collaborateur | 540 € | 555 € | 14 650 € | 6 670 € | | |

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

| Codification Technique | | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | | | |
|------------------------|---|-------------------------------------|---|-------|---|----------|-----------------------------|------|
| | | | GROUPE DE FONCTION | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| T1 | 1 | Responsable de service / de mission | 705 € | 705 € | 19 660 € | 13 760 € | | |
| T2 | 2 | Responsable de centre | 640 € | 640 € | 18 580 € | 13 005 € | | |
| T3 | 3 | Responsable d'unité | 590 € | 590 € | 17 500 € | 12 250 € | | |
| T4 | 4 | Responsable d'équipe | 570 € | 570 € | 17 500 € | 12 250 € | | |
| T5 | 5 | Collaborateur | 540 € | 540 € | 17 500 € | 12 250 € | | |

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES

| Codification Technique | | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | | | |
|------------------------|---|-------------------------------------|---|-------|---|----------|-----------------------------|------|
| | | | GROUPE DE FONCTION | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Asscons1 | 1 | Responsable de service / de mission | 705 € | 705 € | 16 720 € | 16 720 € | | |
| Asscons2 | 2 | Responsable de centre | 640 € | 640 € | 14 960 € | 14 960 € | | |
| Asscons3 | 3 | Responsable d'unité | 590 € | 590 € | 14 960 € | 14 960 € | | |
| Asscons4 | 4 | Responsable d'équipe | 570 € | 570 € | 14 960 € | 14 960 € | | |
| Asscons5 | 5 | Collaborateur | 540 € | 540 € | 14 960 € | 14 960 € | | |

CADRE D'EMPLOIS DES ANIMATEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Anim1 | 1 | Responsable de service / de mission | 655 € | 655 € | 17 480 € | 8 030 € |
| Anim2 | 2 | Responsable de centre | 570 € | 570 € | 16 015 € | 7 220 € |
| Anim3 | 3 | Responsable d'unité | 520 € | 520 € | 14 650 € | 6 670 € |
| Anim4 | 4 | Responsable d'équipe | 500 € | 500 € | 14 650 € | 6 670 € |
| Anim5 | 5 | Collaborateur | 470 € | 470 € | 14 650 € | 6 670 € |

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| ETAP1 | 1 | Responsable de service / de mission | 655 € | 655 € | 17 480 € | 8 030 € |
| ETAP2 | 2 | Responsable de centre | 570 € | 570 € | 16 015 € | 7 220 € |
| ETAP3 | 3 | Responsable d'unité | 520 € | 520 € | 14 650 € | 6 670 € |
| ETAP4 | 4 | Responsable d'équipe | 500 € | 500 € | 14 650 € | 6 670 € |
| ETAP5 | 5 | Collaborateur | 470 € | 470 € | 14 650 € | 6 670 € |

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|----------------------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Tecpmed1 | 1 | Responsable de service / mission | 655 € | 429 € | 9 000 € | 5 150 € |
| Tecpmed2 | 2 | Responsable de centre | 570 € | 405 € | 8 010 € | 4 860 € |
| Tecpmed3 | 3 | Responsable d'unité | 520 € | 405 € | 8 010 € | 4 860 € |
| Tecpmed4 | 4 | Responsable d'équipe | 500 € | 405 € | 8 010 € | 4 860 € |
| Tecpmed5 | 5 | Collaborateur | 470 € | 405 € | 8 010 € | 4 860 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIALES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|---------------------------|--------------------|-----------------------|--|-------|--------------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AuxP1 | 1 | Responsable de centre | 615 € | 590 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AuxP2 | 2 | Responsable d'unité | 555 € | 555 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AuxP3 | 3 | Responsable d'équipe | 495 € | 495 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AuxP4 | 4 | Collaborateur | 445 € | 445 € | 10 800 € | 6 750 € |

CATEGORIE C

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AdA1 | 1 | Responsable de centre | 432 € | 432 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AdA2 | 2 | Responsable d'unité | 382 € | 382 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdA3 | 3 | Responsable d'équipe | 332 € | 332 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdA4 | 4 | Collaborateur | 282 € | 282 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AdT1 | 1 | Responsable de centre | 414 € | 414 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AdT2 | 2 | Responsable d'unité | 364 € | 364 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdT3 | 3 | Responsable d'équipe | 314 € | 314 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdT4 | 4 | Collaborateur | 264 € | 264 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AM1 | 1 | Responsable de centre | 555 € | 555 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AM2 | 2 | Responsable d'unité | 495 € | 495 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AM3 | 3 | Responsable d'équipe | 435 € | 435 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AM4 | 4 | Collaborateur | 385 € | 385 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AdPat1 | 1 | Responsable de centre | 435 € | 435 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AdPat2 | 2 | Responsable d'unité | 385 € | 385 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdPat3 | 3 | Responsable d'équipe | 335 € | 335 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AdPat4 | 4 | Collaborateur | 285 € | 285 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| Adan1 | 1 | Responsable de centre | 432 € | 432 € | 11 340 € | 7 090 € |
| Adan2 | 2 | Responsable d'unité | 382 € | 382 € | 11 340 € | 7 090 € |
| Adan3 | 3 | Responsable d'équipe | 332 € | 332 € | 10 800 € | 6 750 € |
| Adan4 | 4 | Collaborateur | 282 € | 282 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| OTAP1 | 1 | Responsable de centre | 485 € | 485 € | 11 340 € | 7 090 € |
| OTAP2 | 2 | Responsable d'unité | 435 € | 435 € | 11 340 € | 7 090 € |
| OTAP3 | 3 | Responsable d'équipe | 385 € | 385 € | 10 800 € | 6 750 € |
| OTAP4 | 4 | Collaborateur | 335 € | 335 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| ATSEM1 | 1 | Responsable de centre | 485 € | 485 € | 11 340 € | 7 090 € |
| ATSEM2 | 2 | Responsable d'unité | 435 € | 435 € | 11 340 € | 7 090 € |
| ATSEM3 | 3 | Responsable d'équipe | 385 € | 385 € | 10 800 € | 6 750 € |
| ATSEM3 | 4 | Collaborateur | 335 € | 335 € | 10 800 € | 6 750 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) | | | |
|------------------------|--------------------|-----------------------|---|-------|-----------------------------|---------|
| | | | Montant de référence indicatif (mensuel brut) | | Montant plafond annuel brut | |
| | | | Non logé | Logé | Non logé | Logé |
| AS1 | 1 | Responsable de centre | 432 € | 432 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AS2 | 2 | Responsable d'unité | 382 € | 382 € | 11 340 € | 7 090 € |
| AS3 | 3 | Responsable d'équipe | 332 € | 332 € | 10 800 € | 6 750 € |
| AS4 | 4 | Collaborateur | 282 € | 282 € | 10 800 € | 6 750 € |

ANNEXE 2

VILLE DE BORDEAUX

FIXATION DES MONTANTS MENSUELS BRUTS LIES AUX EXPERTISES ET AUX SUJETIONS VALORISANT LE MONTANT DE L'IFSE 1^{er} DECEMBRE 2022

Les montants de valorisation octroyés dans le cadre de l'IFSE et liés aux sujétions et expertises identifiées sur la fiche de poste sont déterminés comme suit :

SUJETIONS ATTACHÉES AU POSTE

I - **Sujétion 1 (S1)** : Grande variabilité et contraintes horaires imposés par le poste

| <u>Modalités / Périmètre</u> | <u>Montant mensuel brut</u> |
|--|-----------------------------|
| Travail de nuit / le dimanche / horaires décalés en 3/8. | 210 € |
| Travail 3 weekend sur 4 | 200 € |
| Travail le weekend (1), la nuit (2) ou en 2/8 | 80 € |
| Chauffeurs / huissiers | 218 € |
| A.S.V.P. | 77 € |
| C.V.P.U. | 128 € |
| Plaçage week-end | 150 € |
| Plaçage | 70 € |
| Réception cabinet | 330 € |
| Service administratif cabinet | 175 € |
| Manifestation cabinet | 175 € |
| <u>Bibliothèque (Cat A, B ou C) :</u> | |
| Dimanche travaillé | 180 € |

(1) Sont exclus les cycles qui ont un régime de travail dont la récurrence est inférieure ou égale à 1 week-end sur 5

(2) de 22h à 5 h ou autre période de 7 heures consécutives comprises entre 22h et 7h (cf. § III - Sujétion S1)

II - **Sujétion 2 (S2)** : Sujétions versées en fonction du travail effectivement réalisé

Les montants versés dans le cadre de la sujétion S2 sont octroyés aux agents occupant des postes selon les prestations et les montants ci-dessous :

- Sujétion pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants.

Le montant versé au titre de la sujétion S2 Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants est calculé par référence à un taux de base affecté d'un coefficient de pondération variant selon la nature des travaux et leur classification, Le montant est fixé pour 1/2 journée de travail effectif.

Selon la catégorie et le type de travail dangereux insalubre, incommode ou salissant, il peut être alloué 0,5, 1, 1,75 ou 2 fois le taux de base.

Les travaux sont classés dans les trois catégories ci-après :

| CATEGORIE ET DESIGNATION | Taux de base |
|---|---------------------|
| 1ère catégorie : Travaux présentant des risques d'accident corporel ou de lésion organique | 1,03 € |
| 2ème catégorie Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination | 0,31 € |
| 3ème catégorie Travaux incommodes ou salissants | 0,15 € |

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (1re catégorie)

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| Opérations employant des liants hydrocarbonés à haute température | 2 taux | 2,06 |
| Travaux comportant des déplacements sur parois verticales ou très pentues nécessitant l'emploi de techniques d'escalade | 2 taux | 2,06 |
| Utilisation de carotteuses de chaussées ou de sondeuses-carotteuses de sols | 2 taux | 2,06 |
| Utilisation d'appareils à radio-isotopes (gamma neutron). | 2 taux | 2,06 |
| Recherches sous-marines (travaux de) | 2 taux | 2,06 |
| Désobusages et de bombages (travaux de) | 2 taux | 2,06 |
| Plongée effectuée à l'aide d'un scaphandre autonome ou d'un scaphandre lourd | 2 taux | 2,06 |
| Manipulation et mise en oeuvre d'explosifs | 2 taux | 2,06 |
| Identification en laboratoire du germe de la brucellose bovine, ovine ou caprine | 2 taux | 2,06 |
| Récolte de prélèvement aux fins d'analyse ou de diagnostic du germe de la brucellose | 2 taux | 2,06 |
| Examen de salubrité, à l'abattoir, des bovins, ovins, caprins reconnus atteints de brucellose bovine | 2 taux | 2,06 |
| Examen de salubrité, à l'abattoir, des animaux abattus d'urgence pour cause de maladie | 2 taux | 2,06 |
| Travaux exécutés en environnement bruyant (niveau supérieur ou égal à 85 dB) | 1 taux ¾ | 1,80 |
| Travaux dans les carrières souterraines dont l'exploitation est abandonnée | 1 taux ¾ | 1,80 |

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| Utilisation d'un outil pneumatique (travaux de sablage, perceuse, marteau-piqueur, perceuse ébardeuse, brise-béton, dame vibrante) | 1 taux ¾ | 1,80 |
| Conduite d'engins spéciaux de travaux publics (pelle hydraulique, tracteur seul ou avec équipement de terrassement, déblayeuse semi-portée et cylindre vibrant) | 1 taux ¾ | 1,80 |
| Travaux dans les égouts | 1 taux ¾ | 1,80 |
| Travaux en cabine haute tension | 1 taux | 1,03 |
| Taille des arbres au-dessus de 8 mètres | 1 taux | 1,03 |
| Travaux de manutention avec engins élévateurs | 1 taux | 1,03 |
| Travaux en égouts, tranchées boueuses ou inondées, regards, chambres de vannes ou aqueducs exigus ou particulièrement insalubres ou dangereux (désignés par arrêté) | 1 taux | 1,03 |
| Utilisation de ponts roulants | 1 taux | 1,03 |
| Travaux sous tension électrique | 1 taux | 1,03 |
| Essais routiers et contrôles exécutés sur chaussées sous circulation | 1 taux | 1,03 |
| Travaux de manutention avec engins élévateurs | 1 taux | 1,03 |
| Essais de moteur à turbine (travaux d') | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation et travaux sur installations électriques ou en zones de haute et basse tension ou de courants intenses | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Travaux à proximité de bobines supraconductrices de champs magnétiques intenses (risques d'explosion) | 1 taux | 1,03 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Travaux exposant à recevoir une certaine quantité d'énergie électromagnétique sous haute fréquence | 1 taux | 1,03 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Manipulation d'appareillages sous très haute pression (de l'ordre de 10 à 20 kilobars) | 1 taux | 1,03 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Travaux au marteau perforateur | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation des animaux de laboratoire en vue d'inoculation ou d'autopsies et autopsie des animaux | 1 taux | 1,03 |
| Etablissements de diagnostic de maladies contagieuses pour l'homme à partir d'animaux, de cadavres d'animaux ou de milieux de culture | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation en laboratoire de produits chimiques toxiques ou reconnus très dangereux | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation des incinérateurs et des cadavres d'animaux | 1 taux | 1,03 |
| Travaux de radioscopie, radiographie et manipulation de radio-isotopes | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation et travaux sur installations électriques à hautes ou basses tensions | 1 taux | 1,03 |
| Travaux de manipulation de produits dérivés du pétrole à des températures élevées | 1 taux | 1,03 |
| Conduite de machines offset, massicots et presses rotatives | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses | ½ taux | 0,52 |
| Peinture ou vernissage au pistolet | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées sur des câbles porteurs et échafaudage situés à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de plomberie | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation de solvants (tels que tétrachlorure de carbone ou trichloréthylène) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur toitures et marquises | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en permanence en sous-sol | ½ taux | 0,52 |

| Travaux | Nombre de base | Travaux |
|--|----------------|---------|
| Travaux en égouts, tranchées boueuses ou inondées, regards, chambres de vannes ou aqueducs autres que ceux considérés comme exigus ou particulièrement insalubres ou dangereux | ½ taux | 0,52 |
| Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux | ½ taux | 0,52 |
| Travaux exposant au risque de silicose | ½ taux | 0,52 |
| Travaux dans des puits de plus de 10 mètres de profondeur | ½ taux | 0,52 |
| Contrôle de peinture | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de surveillance d'ouvrages d'art nécessitant l'utilisation d'échafaudages ou de dispositifs suspendus | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de laboratoire ou de contrôle sur chantier nécessitant l'emploi de produits chimiques corrosifs ou toxiques ou nocifs | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de décollage des casques d'éprouvettes de traction | ½ taux | 0,52 |
| Travaux effectués en toiture, en façade d'immeuble ou sur des poteaux et des pylônes, à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de menuiserie à la toupie sans guide | ½ taux | 0,52 |
| Décapage aux acides et soudure à l'arc (travaux de) | ½ taux | 0,52 |
| Manipulation à la main de masses lourdes (bacs à matériaux, extractions-malaxage, éprouvettes béton...) | ½ taux | 0,52 |
| Peinture et vernissage au pistolet | ½ taux | 0,52 |
| Soudure à l'arc ou aux gaz | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de chaudronnerie (cisailage, cintrage, tournage, mortaisage, perçage, fraisage, pliage, alésage) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de meulage | ½ taux | 0,52 |
| Travaux d'oxycoupage | ½ taux | 0,52 |
| Manipulation des appareils contenant ou dégageant des substances radioactives ou qui sont le siège d'un rayonnement ionisant | | |
| • Travaux sur toitures, marquises, façades, installations industrielles, échafaudages effectués à une hauteur supérieure à six mètres | ½ taux | 0,52 |
| • Conduite sur route enneigée | ½ taux | 0,52 |
| • Déplacement de matériel lourd (exemple : gros vibreurs) nécessitant l'utilisation de moyens mécaniques de levage | ½ taux | 0,52 |
| • Travaux sur scies à ruban, toupies, raboteuses et dégauchisseuses | ½ taux | 0,52 |
| • Travaux d'affûtage | ½ taux | 0,52 |
| • Travaux de plomberie et de polissage | ½ taux | 0,52 |
| • Conduite de fours et incinérateurs à ordures ménagères | ½ taux | 0,52 |
| • Travaux sur machine-outil à caractère dangereux (cisaille guillotine, laminoir, machine à cintrer) | ½ taux | 0,52 |
| • Travaux de sablage | ½ taux | 0,52 |
| • Soufflage et réparation d'appareils et de parties d'appareils utilisés dans la technique sous vide et généralement tapissés de films mercuriels | ½ taux | 0,52 |

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|--|----------------|--------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des sons et vibrations, à titre indicatif : travaux de soufflerie, conduite des compresseurs, travaux exposant à l'action intense des sons et à celle des ultrasons, travaux de découpage, de soudage, de brassage et de soudure à l'arc, utilisation du chalumeau oxyacétylénique ou oxypropane | ½ taux | 0,52 |
| <ul style="list-style-type: none"> Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des rayonnements ultraviolets ou infrarouges, à titre indicatif : travaux exposant aux radiations dangereuses, radiographie, travaux contraignant l'organisme à supporter de brusques et fortes variations de température, travaux permanents en sous-sol, travaux permanents en chambre noire, travaux de peinture ou de vernissage au pistolet, travaux avec solvants (tétrachlorure de carbone, trichloréthylène), manipulation de produits nitrés (nitroglycérine, nitrocellulose, coton poudre et explosifs nitrés jusqu'au fruitage de ces produits) | ½ taux | 0,52 |
| Contrôles phytosanitaires sur quais de gares, dans aéroports, camions, navires | ½ taux | 0,52 |
| Réalisation des essais au moyen d'appareils à gaz ou de moto-pulvérisateurs | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur machines-outils (scies à ruban, raboteuses et dégauchisseuses) | ½ taux | 0,52 |
| Récolte des essais au moyen de matériel mécanique | ½ taux | 0,52 |
| Travaux d'entretien des terrains avec du matériel mécanique | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de peinture ou de vernissage au pistolet | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de forge, plomberie, affûtage et travaux de maçonnerie ou de réfection effectués à une hauteur supérieure à six mètres | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur machines offset | ½ taux | 0,52 |
| Nettoyage des instruments d'autopsie ou de dissection | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de forge | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de plomberie | ½ taux | 0,52 |
| Travaux d'affûtage | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur massicot | ½ taux | 0,52 |
| Travaux permanents en sous-sol | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur installations électriques | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en chambre froide | ½ taux | 0,52 |
| Travaux découpe en forêt | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur machines-outils (machines à pression, plieuses) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur prototypes et montages probatoires | ½ taux | 0,52 |
| Essai de véhicules, tracteurs et machines agricoles | ½ taux | 0,52 |
| Travaux de soudure | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur installations hydraulique sous pression | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en terrain escarpé (montagne...) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur plans d'eau (torrents, rivières, mer, barrages et canaux) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en chambres de mesure enterrées | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en forêts (utilisation de tronçonneuses, débrousailluses, débiteuses...) | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en sol (utilisation de tarières, moto-tarières, outils de terrassement...) | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation d'explosifs | ½ taux | 0,52 |

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (2e catégorie)

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| Surfaçage au soufre des éprouvettes de béton 1 taux 0,31 | 1 taux | 0,31 |
| Travaux de microbillage (absorption par voies respiratoires de microbilles de verre de quelques microns) | | |
| • Travaux sur le mercure et ses composés, travaux d'entretien et de nettoyage dans les salles d'analyse de gaz contenant de nombreux appareillages à mercure | 1 taux | 0,31 |
| • Manipulation d'acide cyanhydrique et de cyanures (cyanure de potassium) | 1 taux | 0,31 |
| • Manipulation d'acides chlorhydrique, sulfurique, nitrique, fluorhydrique | 1 taux | 0,31 |
| Nettoyage des locaux d'autopsie ou de dissection infectieux par nature | 1 taux | 0,31 |
| Fumigation avec gaz toxiques (stations et cellules de désinsectisation des entrepôts, serres et pleine terre) | 1 taux | 0,31 |
| Application de produits toxiques ou dangereux | 1 taux | 0,31 |
| Travaux d'analyse de déchets solides nécessitant la manipulation de détritiques et ordures de toute nature | 1 taux | 0,31 |
| Emploi de produits toxiques | 1 taux | 0,31 |
| Utilisation de radioéléments | 1 taux | 0,31 |
| Travaux en stations d'épuration | 1 taux | 0,31 |
| Travaux en stations de traitement ou de stockage des déchets | 1 taux | 0,31 |
| Opérations d'analyses chimiques ou bactériologiques dans les études contre les pollutions de l'air et de l'eau | 1 taux | 0,31 |
| Utilisation de colles celluloses | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de laboratoire et d'imprimerie | ½ taux | 0,16 |
| Manipulation, transport ou destruction de documents d'archives en décomposition | ½ taux | 0,16 |
| Préparation des plaques d'impression | ½ taux | 0,16 |
| Travaux exécutés dans des locaux où sont fabriqués ou manipulés des produits susceptibles d'incommoder l'agent, de brûler ou de détériorer ses vêtements (produits chimiques, délétères, corrosifs, gras ou pulvérulents) | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de séchage et de calcination des boues (laboratoire d'analyse des eaux usées, station d'épuration, pollution) | ½ taux | 0,16 |
| Prélèvement de résidus d'usine d'incinération ou de décharge | ½ taux | 0,16 |
| Travaux d'entretien et de remise en état des batteries d'accumulateur | ½ taux | 0,16 |
| Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont-élévateur | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de remplissage d'avion-citerne avec des produits retardants | ½ taux | 0,16 |
| Soins donnés aux animaux de laboratoire (animaleries) | | |
| • Manipulation de chlore, produits organiques chlorés et bromés, y compris le phosgène | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux sur massicots et presses rotatives | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation de produits dégageant des vapeurs acides | ½ taux | 0,16 |
| • Pulvérisation sous pont élévateur | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation d'anhydride sulfureux, d'ammoniac, de formol, d'acétaldéhyde, de chlorhydrate sulfureux et de tous les produits fumigènes autres que ceux qui sont énumérés en 1re catégorie | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation d'alcools et de solvants organiques légers dégageant des vapeurs toxiques | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux en sous-sol (magasiniers, machinistes) | ½ taux | 0,16 |

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| • Manipulation de produits suffocants et vésicants | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux de dégorgement sanitaire | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation de bioxyde d'azote liquide ou gazeux | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulations microbiologiques présentant un risque de contamination | ½ taux | 0,16 |
| • Usinage par électroérosion (vapeurs de pétrole) | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux exposant aux vapeurs de vélinium | ½ taux | 0,16 |
| • Utilisation du plomb, de ses alliages et de ses composés (minium de plomb, plomb tétraéthyle) | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation à base d'arsenic et ses composés | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation de produits basiques | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation à base de benzène et de ses homologues | ½ taux | 0,16 |
| • Utilisation d'acétone, de tétrachloréthane et pâte ou à l'état liquide | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation et usinage de thorium, oxyde de béryllium, thélium | ½ taux | 0,16 |
| • Manipulation de sels de béryllium et de fluor | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux photographiques en chambre noire | ½ taux | 0,16 |
| • Vidange, nettoyage et recharge des accumulateurs électriques | ½ taux | 0,16 |
| • Travaux de liquéfaction et manipulation d'hydrogène, d'oxygène, d'ozone et d'azote à l'état liquide ou solide | ½ taux | 0,16 |
| Soins aux animaux malades et aux animaux soumis à expérience | ½ taux | 0,16 |

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (3e catégorie)

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|--|----------------|--------------|
| Travaux de laboratoires | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de dégorgement sanitaire | ½ taux | 0,16 |
| Nettoyage des chenils et autres lieux occupés par des animaux soumis à expérience | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de plomberie et chaufferie | ½ taux | 0,16 |
| Recensement et marquage des animaux | ½ taux | 0,16 |
| Manipulation de produits reconnus très dangereux, tels solvants, chlore, soude | ½ taux | 0,16 |
| Travaux en sous-sol | ½ taux | 0,16 |
| Travaux d'imprimerie | ½ taux | 0,16 |
| Nettoyage des locaux d'autopsie ou de dissection non infectieux par nature | ½ taux | 0,16 |
| Opérations d'analyses chimiques ou bactériologiques dans les études contre les pollutions de l'air et de l'eau | ½ taux | 0,16 |
| Pulvérisation de lubrifiant de véhicules dans fosse ou sous pont élévateur | ½ taux | 0,16 |
| Utilisation de colle cellulosique | ½ taux | 0,16 |
| Nettoyage des locaux utilisés par les animaux | ½ taux | 0,16 |
| Prélèvement d'eaux usées en station d'épuration | 1 taux | 0,16 |
| Travaux exécutés à l'intérieur de caissons ou voussoirs d'ouvrages d'art | 1 taux | 0,16 |
| Contrôle de salubrité dans les abattoirs d'animaux de boucherie, dans les abattoirs de volaille, dans les halles à marée | 1 taux | 0,16 |
| Travaux de jaugeage et de mesures en rivières | 1 taux | 0,16 |
| Manoeuvres de barrages à poutrelle, de vannes | 1 taux | 0,16 |
| Travaux | Nombre de base | Montant en € |

| | | |
|--|--------|------|
| Travaux d'entretien des barrages, des canaux et rigoles de dérivation, des digues de protection des vannes et rivières | 1 taux | 0,16 |
| Travaux sur passage, rives et siphons des rigoles | 1 taux | 0,16 |
| Conduite de machines assembleuses | ½ taux | 0,08 |
| Conduite et entretien des installations de chauffage central ou de chaudières | ½ taux | 0,08 |
| Conduite de machines de reproduction de documents | ½ taux | 0,08 |
| Travaux de ronéotypie | ½ taux | 0,08 |
| Graissage et réparation de moteurs de véhicules automobiles | ½ taux | 0,08 |
| Travaux d'archivage et de dépoussiérage occasionnels ou particulièrement incommodes | ½ taux | 0,08 |
| Confection des couches | ½ taux | 0,08 |
| Préparation de matières colorantes | ½ taux | 0,08 |
| Travaux de manutention en sous-sol | ½ taux | 0,08 |
| Utilisation de fours à monocristaux | ½ taux | 0,08 |
| Travaux sur machines offset | ½ taux | 0,08 |
| Travaux de meulage et sciage | ½ taux | 0,08 |
| Conduite de machines de reproduction de documents | ½ taux | 0,08 |
| Travaux de dépoussiérage occasionnels ou particulièrement incommodes | ½ taux | 0,08 |
| Graissage et réparation de moteurs de véhicule | ½ taux | 0,08 |
| Préparation de matières colorantes | ½ taux | 0,08 |
| Travaux d'épuration de bac à graisse | ½ taux | 0,08 |
| Plonge et dégraissage de filtre | ½ taux | 0,08 |
| Conduite de machines de reproduction de documents | ½ taux | 0,08 |
| Conduite de machines à adresser | ½ taux | 0,08 |
| Travaux en galeries et égouts | ½ taux | 0,08 |
| Décapage et démontage de moteurs | ½ taux | 0,08 |
| Activité de nettoyage utilisant des solvants | ½ taux | 0,08 |

Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques (1re catégorie)

*

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| Travaux exécutés à l'aide d'une corde à nœuds | 2 taux | 2,06 |
| Déneigement des voies hors agglomérations des communes comprises dans les zones montagneuses visées à l'article 30 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 | 2 taux | 2,06 |
| Nettoyage ou réfection d'égouts dont l'exiguïté ne permet pas la station debout | 1 taux ½ | 1,55 |
| Nettoyage ou réfection d'égouts dont les dimensions permettent la station debout | 1 taux | 1,03 |
| Affectation dans les quartiers de sûreté des hôpitaux psychiatriques | 1 taux | 1,03 |
| Manipulation des animaux de laboratoire en vue d'inoculations ou d'autopsies | 1 taux | 1,03 |
| Etablissement du diagnostic pour l'homme à partir de prélèvements humains, d'animaux, de cadavres d'animaux ou de milieux de culture | 1 taux | 1,03 |
| Contrôle d'efficacité des vaccins à l'aide de souches virulentes | 1 taux | 1,03 |
| Manipulations et travaux sur installations électriques haute et basse tension | 1 taux | 1,03 |
| Utilisation de brise-béton ou de marteau perforateur | 1 taux | 1,03 |
| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
| Affectation dans les services d'électroradiologie ou de radiothérapie | ¾ taux | 0,77 |

| | | |
|--|--------|------|
| Affectation dans les services des malades agités et difficiles sûreté des hôpitaux psychiatriques | ¾ taux | 0,77 |
| Affectation dans les services d'admission des malades mentaux | ¾ taux | 0,77 |
| Travaux sur toitures ou marquises | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en façade d'immeubles effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées à des câbles porteurs | ½ taux | 0,52 |
| Travaux sur poteaux et pylônes effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 |
| Travaux d'élagage d'arbres effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation de scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses | ½ taux | 0,52 |
| Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux | ½ taux | 0,52 |
| Peinture ou vernissage au pistolet | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation de solvants tels que tétrachlorure de carbone et trichloréthylène | ½ taux | 0,52 |
| Soudure à l'arc | ½ taux | 0,52 |
| Travaux d'affûtage | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en salle de congélation d'abattoir | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque | ½ taux | 0,52 |
| Travaux en permanence en sous-sol | ½ taux | 0,52 |
| Utilisation de tours et perceuses | ½ taux | 0,52 |
| Identification en laboratoire des germes de maladies contagieuses telles que variole, poliomyélite, rage, tétanos, choléra, gangrène | ½ taux | 0,52 |

* Ces travaux concernent exclusivement les agents du secteur-médico-social (non compris les médecins et les psychologues).

Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination (2e catégorie) *

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|--|----------------|--------------|
| Affectation continue dans les services accueillant les malades contagieux, cancéreux, gâteux et tuberculeux | 1 taux | 0,31 |
| Travaux de désinfection des crachoirs et de manipulation de linge souillé, travaux d'hygiène et d'assainissement des locaux contaminés, collecte et élimination des immondices | 1 taux | 0,31 |
| Alimentation et surveillance de plus de cinq chaudières ou calorifères (à l'exception des travaux effectués par les chauffeurs de haute et basse pression) | 1 taux | 0,31 |
| Alimentation et surveillance de chaudières ou calorifères jusqu'à cinq appareils (à l'exception des travaux effectués par les chauffeurs de haute et basse pression) | ¾ taux | 0,23 |
| Travaux d'identification en laboratoire de germes pathogènes | ½ taux | 0,16 |
| Travaux effectués dans les laboratoires de bactériologie et d'anatomo-pathologie | ½ taux | 0,16 |
| Utilisation autre qu'en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque | ½ taux | 0,16 |
| Préparation et utilisation de solutions à base de sulfate d'alumine, d'alginate de soude et de produits similaires | ½ taux | 0,16 |
| Travaux d'imprimerie | ½ taux | 0,16 |
| Travaux d'entretien et de remise en état de batteries d'accumulateurs | ½ taux | 0,16 |
| Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont-élévateur | ½ taux | 0,16 |
| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
| Recensement et marquage des animaux | ½ taux | 0,16 |

| | | |
|--|--------|------|
| Travaux à base de manipulation de produits caustiques, toxiques, inflammables, irritants ou lacrymogènes | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de plomberie | ½ taux | 0,16 |
| Travaux de peinture | ½ taux | 0,16 |

Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques (3e catégorie)

*

| Travaux | Nombre de base | Montant en € |
|---|----------------|--------------|
| Conduite de machine de reproduction de documents | ½ taux | 0,08 |
| Graissage et réparation de moteurs de véhicules | ½ taux | 0,08 |
| Travaux de manutention en sous-sol | ½ taux | 0,08 |
| Travaux d'archivage et dépoussiérage occasionnels et particulièrement incommodes | ½ taux | 0,08 |
| Travaux avec des appareils susceptibles de provoquer des accidents par projection, explosion ou brûlure | ½ taux | 0,08 |

* Ces travaux concernent exclusivement les agents du secteur médico-social (non-compris les médecins et les psychologues).

III - **Sujétion 3 (S3)** : Intérim d'encadrement

Un montant forfaitaire est versé aux agents remplissant une mission d'intérim d'encadrement selon les conditions prévues pour la sujétion S3.

Ce montant s'élève à :

- 250 € bruts mensuels : intérim sur un poste de Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Directeur
- 150 € bruts mensuels : intérim sur un poste de cadres A
- 100 € bruts mensuels : intérim sur un poste de catégorie B
- 75 € bruts mensuels : intérim sur un poste de catégorie C

IV - **Sujétion 4 (S4)** : Bibliobus

Un montant forfaitaire est versé aux agents remplissant les missions en lien avec le bibliobus.

Ce montant s'élève à 50 euros mensuels.

EXPERTISES ATTACHÉES AU POSTE

1 – **Expertise 1 (E1)** : Chef de projet stratégique

- Montant forfaitaire mensuel brut : 100 €

2 – **Expertise 2 (E2)** : postes à technicité rare et difficiles à pourvoir

- ♦ Poste attaché aux fonctions numériques et à l'administration des données. Trois montants forfaitaires sont définis et attribués en fonction du niveau d'expertise demandé et de la tension en matière de recrutement :

- Numérique niveau 1 : 200 € mensuels bruts
- Numérique niveau 2 : 350 € mensuels bruts
- Numérique niveau 3 : 500 € mensuels bruts

La distinction des niveaux appliqués est identifiée sur la fiche de poste

- Chargé de mission : 100 € mensuels bruts
- Responsable de site dans les écoles : 75 € mensuels bruts

3 – **Expertise 3 (E3)** : Régisseur d'avances et de recettes

Les montants forfaitaires bruts octroyés aux régisseurs d'avances et de recettes titulaires en fonction de la taille de la régie dont ils sont responsables, sont définis dans le tableau ci -dessous.

En cas d'intérim du régisseur titulaire, le régisseur suppléant perçoit le montant déterminé pour le titulaire au prorata de la durée de remplacement. Aucune retenue ne sera effectuée sur l'indemnité du régisseur titulaire

| Régisseur d'avances et de recettes | Régisseur de recettes | Régisseur d'avances et de recettes | Montant forfaitaire mensuel brut octroyé au titulaire |
|--|---|--|---|
| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie | Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement | |
| Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 2 440 | 20 |
| De 1 221 à 3 000 | De 1 221 à 3 000 | De 2 441 à 3 000 | 25 |
| De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | 30 |
| De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | 35 |
| De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | 40 |
| De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | 45 |
| De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | 50 |
| De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | 60 |
| De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | 70 |
| De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | 80 |
| De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | 90 |
| De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | 110 |
| De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | 140 |
| Au-delà de 1 500 000 | Au-delà de 1 500 000 | Au-delà de 1 500 000 | +20 par tranche de 1 500 000 |

ANNEXE 3

Le RIFSEEP est un dispositif qui se déploie progressivement pour les différents cadres d'emplois en application d'arrêtés réglementaires et selon un système d'équivalence avec les corps de la fonction publique d'Etat.

Le tableau ci-dessous répertorie les cadres d'emplois territoriaux qui peuvent désormais bénéficier du RIFSEEP.

Les cadres d'emplois non mentionnés ne sont pas encore concernés.

| Cadre d'emplois de référence dans la fonction publique territoriale | Corps équivalent de la Fonction publique d'État | Références réglementaires |
|--|--|---|
| Adjoint administratifs territoriaux Agents sociaux territoriaux ATSEM Opérateurs territoriaux des APS Adjoint territoriaux d'animation | Adjoint administratifs du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Rédacteurs territoriaux Educateurs territoriaux des APS Animateurs territoriaux | Secrétaires administratifs du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer | Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Attachés et secrétaires de mairie | Attachés des administrations de l'État | Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État |
| Conseillers territoriaux socio-éducatif | Conseillers techniques de service social | Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de L'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État |
| Administrateurs territoriaux | Administrateurs civils | Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Assistants territoriaux socio-éducatif | Assistants de service social des administrations de l'État | Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Agents de maîtrise et adjoints techniques territoriaux | Adjoint techniques du ministère de l'intérieur et du ministère de l'outre-mer (préfecture) | Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (annexe à jour) |

| Cadre d'emplois de référence dans la fonction publique territoriale | Corps équivalent de la Fonction publique d'État | Références réglementaires |
|--|---|--|
| Adjointes territoriales du patrimoine | Adjointes techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture | Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjointes techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Conservateurs territoriaux des bibliothèques | Conservateurs de bibliothèques | Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Attachés territoriaux de conservation du patrimoine | Bibliothécaires | |
| Bibliothécaires territoriaux | Bibliothécaires | |
| Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques | Bibliothécaires adjoints spécialisés | |
| Médecins territoriaux | Médecins inspecteurs de santé | Arrêté du 13 juillet 2018 pris pour l'application aux corps des Médecins inspecteurs de santé des administrations de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |
| Ingénieurs en chef territoriaux | Ingénieurs des Ponts, des Eaux et des Forêts | Arrêté du 14 février 2019 pris pour l'application aux corps des Ingénieurs des Ponts, des Eaux et des Forêts des administrations de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |
| Ingénieurs territoriaux | Ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur (préfectures) | Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |
| Techniciens territoriaux | Contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur (préfectures) | Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |
| Adjointes techniques des Etablissements d'enseignement | Adjointes techniques des établissements d'enseignement agricole | Arrêté du 2 novembre 2016 pris pour application au corps des adjointes techniques des établissements d'enseignement agricole publics des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |
| Directeurs des établissements Territoriaux d'enseignement artistique | Attachés d'administration de l'Etat (préfectures) | Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat |

| Cadre d'emplois de référence dans la fonction publique territoriale | Corps équivalent de la Fonction publique d'État | Références réglementaires |
|---|--|---|
| Conseillers des activités physiques et sportives Cadres de santé paramédicaux Cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux Puéricultrices cadres territoriaux de santé Psychologues Sages-femmes | Conseillers techniques de service social des administrations de l'État (préfectures) | Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Puéricultrices Infirmiers en soins généraux | Assistants de service social des administrations de l'État (préfectures) | |
| Infirmiers Techniciens paramédicaux Moniteurs éducateurs et intervenants familiaux | Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'État | Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Auxiliaires de soins Auxiliaires de puériculture | Adjoint administratifs des administrations de l'État (préfectures) | Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |
| Éducateurs de jeunes enfants | Educateurs de la protection judiciaire de la jeunesse (préfectures) | Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État |

ANNEXE 4

L'annexe 4 des délibérations 2018-209 du 09 juillet 2018, 2018-510 du 17 décembre 2018 et 2019-332 du 08 juillet 2019 présente le calendrier prévisionnel d'éligibilité des cadres d'emplois au RIFSEEP.

Depuis la mise en œuvre des délibérations susvisées, la parution des arrêtés d'application permet la mise en œuvre du RIFSEEP à de nouveaux cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale.

Calendrier de mise en œuvre Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Arrêté du 27 décembre 2016 modifié pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014
(modifié par les décrets n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 et n° 2018-1119 du 10 décembre 2018)
Décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique
territoriale)

| FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (FPT) | | FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT (FPE) | | | | |
|---|------------------------|--------------------------------------|---|------------------------|--|---|
| Cadres d'emplois | Statut particulier | Ministère | Corps équivalents | Statut particulier | Arrêtés définissant les plafonds du RIFSEEP pour les corps de référence de la FPE (et donc les cadres d'emplois homologues de la FPT) | Date de mise en œuvre du RIFSEEP dans la FPE (arrêté du 27/12/2016 modifié par l'arrêté du 10/12/2018) |
| Filière administrative | | | | | | |
| Administrateurs territoriaux (cat. A) | Décret n° 87-1097 | Interministériel | Administrateurs civils | Décret n° 99-945 | Arrêté 29 juin 2015 | 1er juillet 2015 |
| Attachés territoriaux (cat. A) | Décret n° 87-1099 | Intérieur | Attachés d'administration (services déconcentrés) | Décret n° 20111317 | Arrêté 3 juin 2015 | 1er janvier 2016 |
| Secrétaires de Mairie (cat. A) | Décret n° 87-1103 | Intérieur | Attachés d'administration (services déconcentrés) | Décret n° 20111317 | Arrêté 3 juin 2015 | 1er janvier 2016 |
| Rédacteurs territoriaux (cat. B) | Décret n° 2012-924 | Intérieur | Secrétaires administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 2010- 302 | Arrêté 19 mars 2015 | 1er janvier 2016 |
| Adjoint administratifs territoriaux (cat. C) | Décret n° 2006-1690 | Intérieur | Adjoint administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 20061760 | Arrêté 20 mai 2014 | 1er janvier 2016 |

| Filière technique | | | | | | |
|---|---------------------|----------------------|--|--------------------|------------------------------------|------------------|
| Ingénieurs en chefs territoriaux (cat. A) | Décret n° 2016-200 | Ecologie-Agriculture | Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts | Décret n° 20091106 | Arrêté du 14 février 2019 | 1er janvier 2017 |
| Ingénieurs territoriaux (cat. A) | Décret n° 2016-201 | Ecologie | Ingénieurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur (Préfectures) | Décret n° 2005-631 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Techniciens territoriaux (cat. B) | Décret n° 2010-1357 | Ecologie | Contrôleur des services techniques du ministère de l'intérieur (préfectures) | Décret n° 20121064 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Agents de maîtrise territoriaux (cat. C) | Décret n° 88-547 | Intérieur | Adjoints techniques (services déconcentrés) | Décret n° 20061761 | Arrêté 28 avril 2015 | 1er janvier 2017 |
| Adjoints techniques territoriaux (cat. C) | Décret n° 2006-1691 | Intérieur | Adjoints techniques (services déconcentrés) | Décret n° 20061761 | Arrêté 28 avril 2015 | 1er janvier 2017 |
| Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (cat. C) | Décret n° 2007-913 | Education nationale | Adjoints techniques des établissements d'enseignement agricole | Décret n° 91-462 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Filière sociale | | | | | | |
| Conseillers territoriaux socio éducatifs (cat. A) | Décret n° 2013489 | Affaires sociales | Conseillers techniques de service social (services déconcentrés) | Décret n° 20121099 | Arrêté 3 juin 2015 | 1er janvier 2016 |
| Assistants territoriaux socio éducatifs (cat. A) | Décret n° 92-843 | Affaires sociales | Assistants de service social des administrations de l'État (services déconcentrés) | Décret n° 20121098 | Arrêté 3 juin 2015 | 1er janvier 2016 |
| Éducateurs territoriaux de jeunes enfants (cat. A) | Décret n° 95-31 | Affaires sociales | Éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse (préfectures) | Décret n° 2015-802 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux Territoriaux (cat. B) | Décret n° 2013490 | Affaires sociales | Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat | Décret n° 75-789 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Agents sociaux territoriaux (cat. C) | Décret n° 92-849 | Intérieur | Adjoints administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 20061760 | Arrêté 20 mai 2014 | 1er janvier 2016 |
| Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (cat. C) | Décret n° 92-850 | Intérieur | Adjoints administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 20061760 | Arrêté 2 0 mai 2014 | 1er janvier 2016 |

Filière Médico-sociale

| | | | | | | |
|--|--------------------|-------------------|--|--------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| Médecins territoriaux (cat. A) | Décret n° 92-851 | Affaires sociales | Médecins inspecteurs de santé publique | Décret n° 91-1025 | Arrêté 13 juillet 2018 | 1er juillet 2017 |
| Psychologues territoriaux (cat. A) | Décret n° 92-853 | Justice | Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 96-158 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Sages-femmes territoriales (cat. A) | Décret n° 92-855 | Défense | Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 2015-303 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Cadres territoriaux de santé paramédicaux (cat. A) | Décret n° 2016336 | Défense | Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 2015-303 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux (cat. A) | Décret n° 2003676 | Défense | Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 2015-303 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Puéricultrices territoriales (cat. A) | Décret n° 2014923 | Défense | Assistants de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 20051597 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Infirmiers territoriaux en soins généraux (cat. A) | Décret n° 20121420 | Défense | Assistants de service social des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 20051597 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Infirmiers territoriaux (cat. B) | Décret n° 92-861 | Défense | Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat | Décret n° 20051597 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Auxiliaires de puériculture territoriaux (cat. B) | Décret n° 92-865 | Défense | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 20091357 | Décret 2021-1882 du 29 décembre 2021 | 1 ^{er} janvier 2022 |
| Auxiliaires de soins territoriaux (cat. C) | Décret n° 92-866 | Défense | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (préfectures) | Décret n° 20091357 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |

| Filière médico-technique | | | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---|--------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| Biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux (cat. A) | Décret n° 92-867 | Agriculture | Inspecteurs de la santé publique vétérinaire | Décret n° 2017-607 | Arrêté du 8 avril 2019 | 1er janvier 2017 |
| Techniciens paramédicaux territoriaux (cat. B) | Décret n° 2013262 | Défense | Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat | Décret n° 2013-974 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Filière culturelle | | | | | | |
| Conservateurs territoriaux du patrimoine (cat. A) | Décret n° 91-839 | Culture | Conservateurs du patrimoine | Décret n° 2013-788 | Arrêté 7 décembre 2017 | 1er janvier 2017 |
| Conservateurs territoriaux de bibliothèques (cat. A) | Décret n° 91-841 | Education nationale | Conservateurs des bibliothèques | Décret n° 92-26 | Arrêté 14 mai 2018 | 1er septembre 2017 |
| Attachés territoriaux de conservation du patrimoine (cat. A) | Décret n° 91-843 | Education nationale | Bibliothécaires | Décret n° 92-29 | Arrêté 14 mai 2018 | 1er septembre 2017 |
| Bibliothécaires territoriaux (cat. A) | Décret n° 91-845 | Education nationale | Bibliothécaires | Décret n° 92-29 | Arrêté 14 mai 2018 | 1er septembre 2017 |
| Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (cat. B) | Décret n° 2011-1642 | Education nationale | Bibliothécaires assistants spécialisés | Décret n° 20111140 | Arrêté 14 mai 2018 | 1er septembre 2017 |
| Adjointes territoriales du patrimoine (cat. C) | Décret n° 2006-1692 | Culture | Adjointes techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage | Décret n° 95-239 | Arrêté 30 décembre 2016 | 1er janvier 2017 |
| Directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique (cat. A) | Décret n° 91-855 | Education nationale | Attachés d'administration de l'Etat (préfecture) | Décret n° 20011174 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Professeurs territoriaux d'enseignement artistique (cat. A) | Décret n° 91-857 | Education nationale | Professeurs certifiés | Décret n° 72-581 | | Ne bénéficie pas du RIFSEEP |
| Assistants territoriaux d'enseignement artistique (cat. B) | Décret n° 2012-437 | Education nationale | Professeurs certifiés | Décret n° 72-581 | --- | Ne bénéficie pas du RIFSEEP |
| Filière sportive | | | | | | |
| Conseillers territoriaux des activités physiques et sportives (cat. A) | Décret n° 92-364 | Jeunesse et sports | Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat | Décret n° 85-721 | Décret 2020-182 du 27 février 2020 | 1er mars 2020 |
| Éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (cat. B) | Décret n° 2011605 | Intérieur | Secrétaires administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 2010-302 | Arrêté 19 mars 2015 | 1er janvier 2016 |

Filière sportive

| | | | | | | |
|---|------------------|-----------|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives (cat. C) | Décret n° 92-368 | Intérieur | Adjoints administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 20061760 | Arrêté 20 mai 2014 | 1er janvier 2016 |
|---|------------------|-----------|---|--------------------|--------------------|------------------|

Filière animation

| | | | | | | |
|--|--------------------|-----------|--|--------------------|---------------------|------------------|
| Animateurs territoriaux (cat. B) | Décret n°2011558 | Intérieur | Secrétaires administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 2010-302 | Arrêté 19 mars 2015 | 1er janvier 2016 |
| Adjoints territoriaux d'animation (cat. C) | Décret n° 20061693 | Intérieur | Adjoints administratifs (services déconcentrés) | Décret n° 20061760 | Arrêté 20 mai 2014 | 1er janvier 2016 |

ANNEXE 5

TABLEAUX DES MONTANTS PLAFONDS ANNUELS BRUTS DE CIA PAR CADRE D'EMPLOIS - VILLE DE BORDEAUX

Le montant de CIA attribué est modulable individuellement, dans la limite des plafonds.

CATEGORIE A+

CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|---|------------------------|
| Adm1 | 1 | Emploi fonctionnel | 8 820 € |
| Adm2 | 2 | Adjoint au Directeur Général. | 8 280 € |
| Adm3 | 3 | Directeur, Directeur de mission | 7 470 € |
| Adm4 | 4 | Responsable de service, de mission, collaborateur | 7 470 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|---|------------------------|
| IC1 | 1 | Emploi fonctionnel | 10 080 € |
| IC2 | 2 | Adjoint au Directeur Général. | 8 820 € |
| IC3 | 3 | Directeur, Directeur de mission | 8 280 € |
| IC4 | 4 | Responsable de service, de mission, collaborateur | 7 470 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Conspat 1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 8 280 € |
| Conspat 2 | 2 | Responsable de service / de mission | 7 110 € |
| Conspat 3 | 3 | Responsable de centre | 6 080 € |
| Conspat 4 | 4 | Collaborateur | 5 550 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DES BIBLIOTHEQUES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Consbib1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 6 000 € |
| Consbib2 | 2 | Responsable de service / de mission | 5 550 € |
| Consbib3 | 3 | Responsable de centre | 5 250 € |
| Consbib4 | 4 | Collaborateur | 5 250 € |

CATEGORIE A

CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHÉS TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| A3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 6 390 € |
| A4 | 2 | Responsable de service / de mission | 5 670 € |
| A5 | 3 | Responsable de centre | 4 500 € |
| A6 | 4 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| A7 | 5 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| I3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 8 280 € |
| I4 | 2 | Responsable de service / de mission | 7 110 € |
| I5 | 3 | Responsable de centre | 6 350 € |
| I6 | 4 | Responsable d'unité | 5 550 € |
| I7 | 5 | Collaborateur | 5 550 € |

CADRE D'EMPLOIS DES DIRECTEURS DES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| DirEnsArt1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 6 390 € |
| DirEnsArt2 | 2 | Responsable de service / de mission | 5 670 € |
| DirEnsArt3 | 3 | Responsable de centre | 4 500 € |
| DirEnsArt4 | 4 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| DirEnsArt5 | 4 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOI DES ATTACHES TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Attcons3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 5 250 € |
| Attcons4 | 2 | Responsable de service / de mission | 4 800 € |
| Attcons5 | 3 | Responsable de centre | 4 800 € |
| Attcons6 | 4 | Responsable d'unité | 4 800 € |
| Attcons7 | 5 | Collaborateur | 4 800 € |

CADRE D'EMPLOIS DES BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Bib3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 5 250 € |
| Bib4 | 2 | Responsable de service / de mission | 4 800 € |
| Bib5 | 3 | Responsable de centre | 4 800 € |
| Bib6 | 4 | Responsable d'unité | 4 800 € |
| Bib7 | 5 | Collaborateur | 4 800 € |

CADRE D'EMPLOIS DES MEDECINS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Med1 | 1 | Responsable de service / de mission | 7 620 € |
| Med2 | 2 | Responsable de centre | 6 750 € |
| Med3 | 3 | Responsable d'unité | 5 205 € |
| Med4 | 4 | Collaborateur | 5 205 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX TERRITORIAUX ET SAGES-FEMMES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Cadsan1 | 1 | Responsable de service / de mission | 4 500 € |
| Cadsan2 | 2 | Responsable de centre | 3 600 € |
| Cadsan3 | 3 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| Cadsan4 | 4 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PSYCHOLOGUES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Psy1 | 1 | Responsable de service / de mission | 4 500 € |
| Psy2 | 2 | Responsable de centre | 3 600 € |
| Psy3 | 3 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| Psy4 | 4 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| InfSG1 | 1 | Responsable de service / de mission | 3 440 € |
| InfSG2 | 2 | Responsable de centre | 2 700 € |
| InfSG3 | 3 | Responsable d'unité | 2 700 € |
| InfSG4 | 4 | Collaborateur | 2 700 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES TERRITORIALES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Puer1 | 1 | Responsable de service / de mission | 3 440 € |
| Puer2 | 2 | Responsable de centre | 2 700 € |
| Puer3 | 3 | Responsable d'unité | 2 700 € |
| Puer4 | 4 | Collaborateur | 2 700 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| CSE3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 4 500 € |
| CSE4 | 2 | Responsable de service / de mission | 3 600 € |
| CSE5 | 3 | Responsable de centre | 3 600 € |
| CSE6 | 4 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| CSE7 | 5 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| ASE1 | 1 | Responsable de service / de mission | 3 440 € |
| ASE2 | 2 | Responsable de centre | 2 700 € |
| ASE3 | 3 | Responsable d'unité | 2 700 € |
| ASE4 | 4 | Responsable d'équipe | 2 700 € |
| ASE5 | 5 | Collaborateur | 2 700 € |

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| EJE1 | 1 | Responsable de service / de mission | 1 680 € |
| EJE2 | 2 | Responsable de centre | 1 620 € |
| EJE3 | 3 | Responsable d'unité | 1 560 € |
| EJE4 | 4 | Responsable d'équipe | 1 560 € |
| EJE5 | 5 | Collaborateur | 1 560 € |

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| CAPS3 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 4 500 € |
| CAPS4 | 2 | Responsable de service / de mission | 3 600 € |
| CAPS5 | 3 | Responsable de centre | 3 600 € |
| CAPS6 | 4 | Responsable d'unité | 3 600 € |
| CAPS7 | 5 | Collaborateur | 3 600 € |

CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEURS D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Pedi1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 3 440 € |
| Pedi2 | 2 | Responsable de service / de mission | 2 700 € |
| Pedi3 | 3 | Responsable de centre | 2 700 € |
| Pedi4 | 4 | Responsable d'unité | 2 700 € |
| Pedi5 | 5 | Collaborateur | 2 700 € |

CADRE D'EMPLOIS DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIENS ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Mask1 | 1 | Directeur, Directeur de mission | 3 440 € |
| Mask2 | 2 | Responsable de service / de mission | 2 700 € |
| Mask3 | 3 | Responsable de centre | 2 700 € |
| Mask4 | 4 | Responsable d'unité | 2 700 € |
| Mask5 | 5 | Collaborateur | 2 700 € |

CATEGORIE B

CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| R1 | 1 | Responsable de service / de mission | 2 380 € |
| R2 | 2 | Responsable de centre | 2 185 € |
| R3 | 3 | Responsable d'unité | 1 995 € |
| R4 | 4 | Responsable d'équipe | 1 995 € |
| R5 | 5 | Collaborateur | 1 995 € |

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| T1 | 1 | Responsable de service / de mission | 2 680 € |
| T2 | 2 | Responsable de centre | 2 535 € |
| T3 | 3 | Responsable d'unité | 2 385 € |
| T4 | 4 | Responsable d'équipe | 2 385 € |
| T5 | 5 | Collaborateur | 2 385 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Asscons1 | 1 | Responsable de service / de mission | 2 280 € |
| Asscons2 | 2 | Responsable de centre | 2 040 € |
| Asscons3 | 3 | Responsable d'unité | 2 040 € |
| Asscons4 | 4 | Responsable d'équipe | 2 040 € |
| Asscons5 | 5 | Collaborateur | 2 040 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ANIMATEURS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Anim1 | 1 | Responsable de service / de mission | 2 380 € |
| Anim2 | 2 | Responsable de centre | 2 185 € |
| Anim3 | 3 | Responsable d'unité | 1 995 € |
| Anim4 | 4 | Responsable d'équipe | 1 995 € |
| Anim5 | 5 | Collaborateur | 1 995 € |

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| ETAP1 | 1 | Responsable de service / de mission | 2 380 € |
| ETAP2 | 2 | Responsable de centre | 2 185 € |
| ETAP3 | 3 | Responsable d'unité | 1 995 € |
| ETAP4 | 4 | Responsable d'équipe | 1 995 € |
| ETAP5 | 5 | Collaborateur | 1 995 € |

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX PARAMEDICAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Tecpmed1 | 1 | Responsable de service / de mission | 1 230 € |
| Tecpmed2 | 2 | Responsable de centre | 1 090 € |
| Tecpmed3 | 3 | Responsable d'unité | 1 090 € |
| Tecpmed4 | 4 | Responsable d'équipe | 1 090 € |
| Tecpmed5 | 5 | Collaborateur | 1 090 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIALES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AuxP1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AuxP2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AuxP3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AuxP4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CATEGORIE C

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AdA1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AdA2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AdA3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AdA4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AM1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AM2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AM3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AM4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AdT1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AdT2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AdT3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AdT4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AdPat1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AdPat2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AdPat3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AdPat4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| Adan1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| Adan2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| Adan3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| Adan4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| OTAP1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| OTAP2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| OTAP3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| OTAP4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| ATSEM1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| ATSEM2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| ATSEM3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| ATSEM4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX

| Codification Technique | GROUPE DE FONCTION | | Montant plafond annuel |
|------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|
| AS1 | 1 | Responsable de centre | 1 260 € |
| AS2 | 2 | Responsable d'unité | 1 200 € |
| AS3 | 3 | Responsable d'équipe | 1 200 € |
| AS4 | 4 | Collaborateur | 1 200 € |